

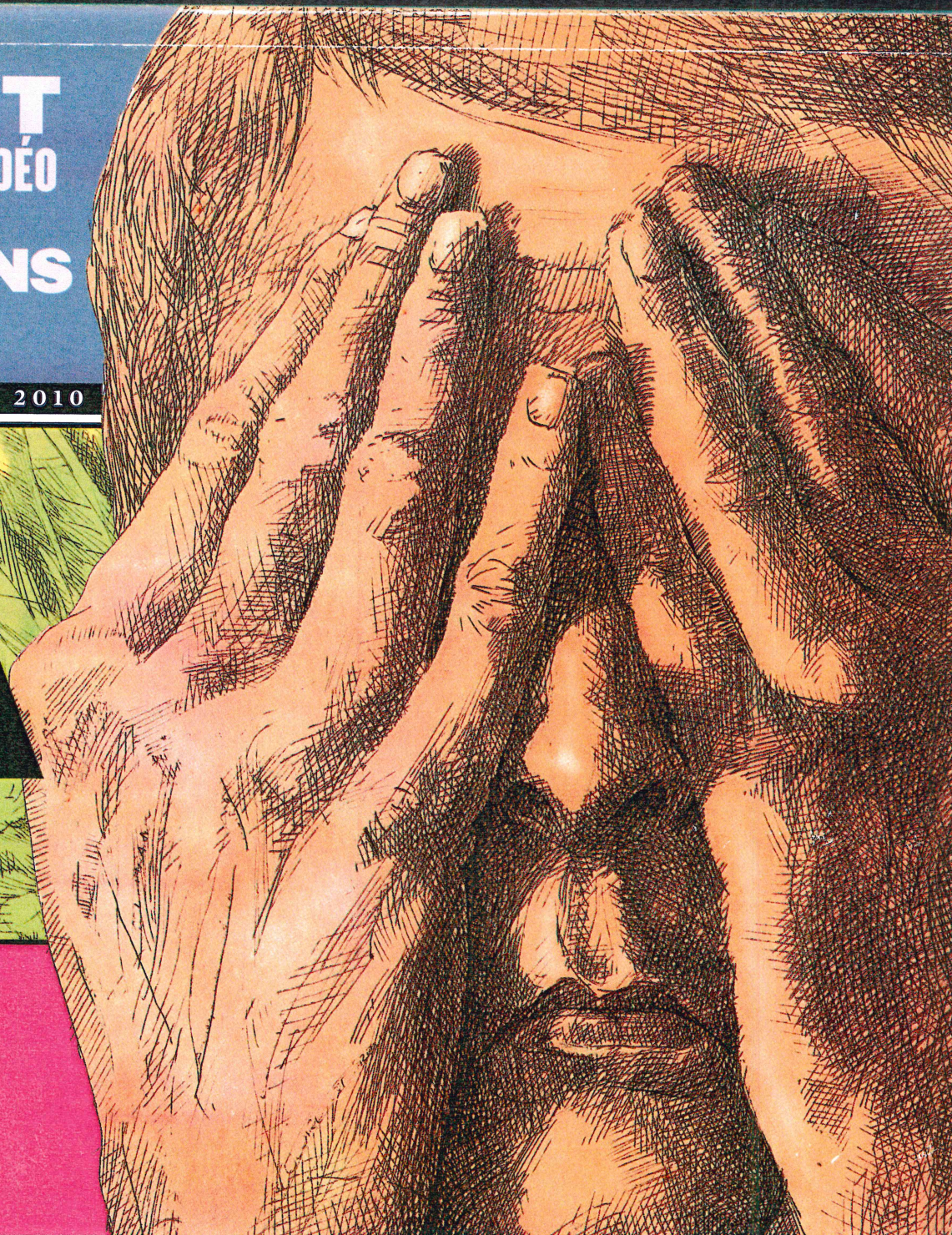
RÉCIT
MOI, CLINT
COW-BOY DE RODÉO
PORTFOLIO
LES PÉLERINS
DU VAUDOY

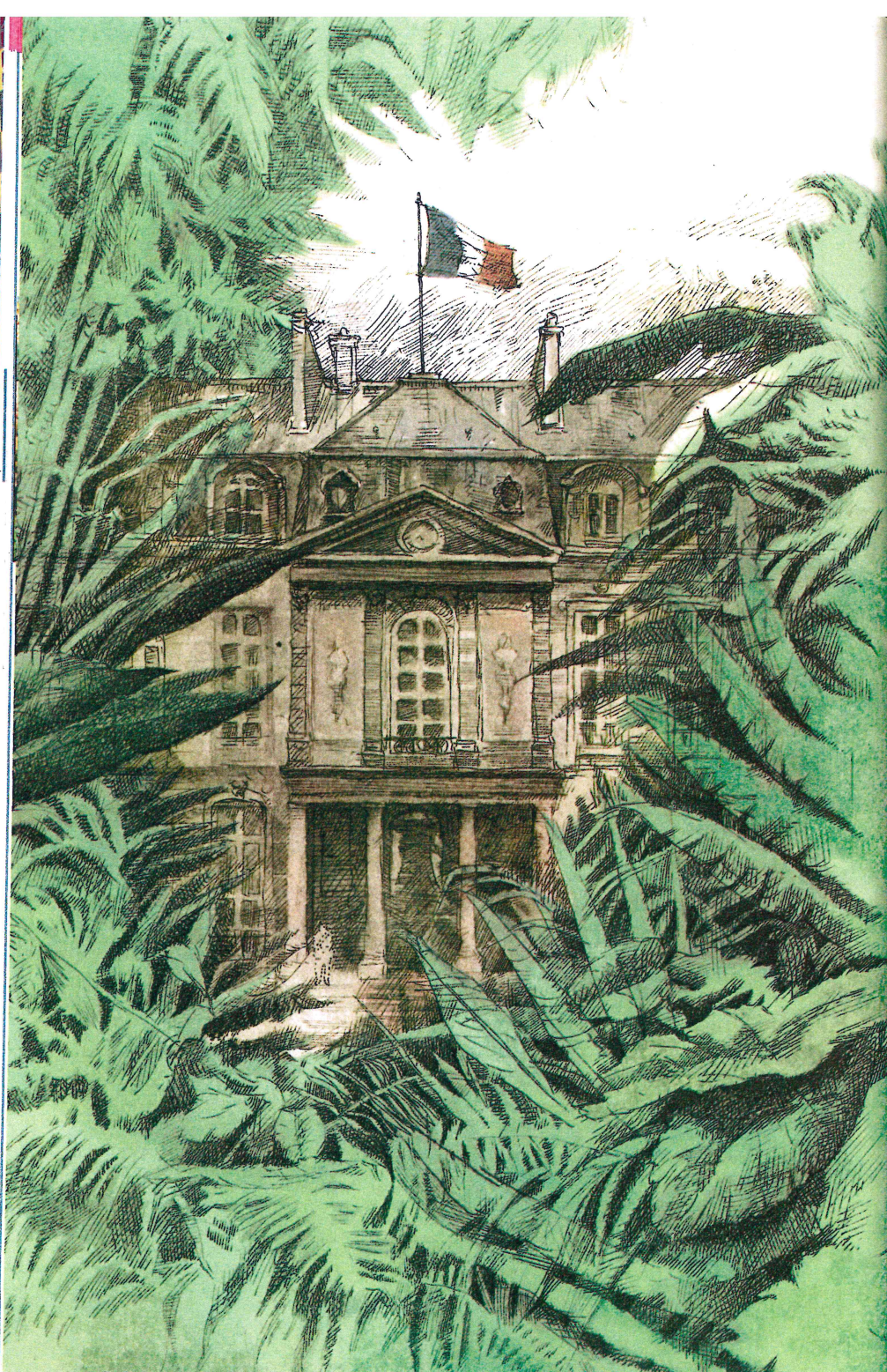
L'INFORMATION GRAND FORMAT — N°10 — PRINTEMPS 2010

L'HISTOIRE À VIF
LA FRANCE
AU RWANDA

RÉVÉLATIONS DE J-F DUPAQUIER, M. MALAGARDIS, J-P PERRIN

REPORTAGE EN BD
D'OLIVIER BALEZ
LA CORDÉE DU MONT ROSE





L'HISTOIRE

Il s'est produit, en 1994 au Rwanda, un génocide, celui des Tutsis. Pour François Mitterrand, alors à l'Élysée, «un génocide dans ces pays-là», ce n'était «pas très important». Jusqu'à sa mort, il minimisa. Seize ans plus tard, XXI rouvre le dossier. **JEAN-FRANÇOIS DUPAQUIER** dévoile le rôle qui fut donné à l'armée française. **MARIA MALAGARDIS** scrute, de Paris à Kigali, le cœur du génocide. **JEAN-PIERRE PERRIN** révèle les compromissions françaises dans ce «génocide sans importance».

À VIE

La (dé)raison d'Etat

par Patrick de Saint-Exupéry

Il fallut à Treblinka une année pleine pour tuer huit cent mille personnes. Achievé dans le secret en juillet 1942 et détruit en août 1943, le camp voué à la « solution finale » était techniquement le plus avancé et le plus élaboré créé par le régime nazi.

Il fallut cent jours au Rwanda pour tuer huit cent mille personnes. Il n'y eut ni camp ni secret. Le taux d'efficacité de la « besogne » fut plus de trois fois supérieur au « rendement » déjà exceptionnel de Treblinka.

Les intentions de génocide du régime nazi étaient établies bien avant que la « machine à mort » ne soit mise en marche. Dès 1922, le chef du parti nazi, Adolf Hitler, en fait part au journal allemand *Der Gerade Weg*. « Lorsque je serai réellement au pouvoir, ma toute première tâche consistera à annihiler les Juifs », déclare-t-il.

La possibilité de génocide au Rwanda était établie plus de trois ans avant. Dès le 15 octobre 1990, l'ambassadeur de France à Kigali mentionne dans un télégramme diplomatique le risque d'une « élimination totale des Tutsis ». Trois ans plus tard, autre télégramme : le président rwandais aurait intimé « l'ordre de procéder à un génocide systématique en utilisant, si nécessaire, le concours de l'armée et en impliquant la population locale dans les assassinats ».

Quand le génocide des Juifs démarre en Allemagne nazie, les Alliés sont tenus informés. Des rapports leur parviennent, des informations circulent. Le programme est, bien sûr, frappé du sceau du « secret », mais il n'est simplement pas possible d'éliminer toute une population ciblée sans laisser de traces.

Quand le génocide des Tutsis démarre au Rwanda, en 1994, le monde est tenu informé. Des rapports parviennent, des informations circulent. Le programme n'est pas secret. L'élimination s'effectue au grand jour. Au vu et au su du monde.

Dans l'Allemagne nazie, les Juifs étaient des « sous-hommes ».

Dans le Rwanda du génocide, les Tutsis étaient des « cafards ».

En Allemagne comme au Rwanda, les exterminations se sont déroulées sur fond de guerre. Une guerre avec ses fronts, ses reculs, ses avancées est représentable. Un crayon de papier et un coin de nappe y suffisent. Une guerre est photographiable. On peut témoigner d'une guerre, dire « J'y étais... ».

Mais un génocide ne peut se dire ni se montrer. Ses victimes sont mortes, toutes mortes. Le dire ? Les récits des rescapés – il y en a toujours – sont au sens propre du terme « incroyables ». Le montrer ? Un génocide est une absence, un trou. Là où il y avait des hommes, il ne reste rien, que du silence.

« L'histoire s'est répétée », note sobrement Raul Hilberg dans les dernières pages de sa somme sur *La Destruction des Juifs d'Europe*. Le constat de l'historien est sans appel : comme en Allemagne nazie, il y eut au Rwanda un « génocide sous sa forme la plus pure ».

Ce « pur » génocide marqua un « progrès » dans l'horreur. A l'ère de l'instantanéité et du « village global », il fut réalisé, note toujours l'historien, « au vu et au su du monde entier » : « Aucune crise mondiale n'a éclipsé l'événement, aucun manque d'avions ou d'hommes n'entravait une riposte ».

A l'heure même où était célébré le cinquantenaire de la défaite de l'Allemagne nazie, alors que François Mitterrand, le 10 juin 1994, à Oradour-sur-Glane, déclarait solennellement « Nous ne voulons pas que cela recommence », « cela » avait recommencé et il le savait. Depuis plus de deux mois, il en était le premier informé.

Proche de la « perfection », d'une « efficacité » bien plus redoutable que le précédent nazi, le génocide des Tutsis du Rwanda impliqua des milliers, des dizaines de milliers d'acteurs... Ils furent un peuple mené par ses bergers, et transformé en assassin. Ils furent une masse. De toute l'histoire, ce fut le premier « crime de masse » réalisé par une « masse ».

Des machettes furent utilisées, mais des grenades, des balles, des fusils, aussi. L'armée rwandaise intervint et prit sa part du « fardeau ». La police et la gendarmerie également. Comme les services publics : il fallait bien des bennes pour ramasser les morts, il fallait bien des pelleuses pour enterrer les corps, il fallait bien des médecins pour lutter contre les infections...

Surtout, toute notion de responsabilité fut rapidement diluée. Il n'y eut, pour cette extermination, pas de camps, pas de hiérarchie officielle, pas d'ordres écrits. Il n'y eut qu'une « masse ». Celle-ci n'était pas collectivement coupable, mais ses « bergers » parvinrent à lui faire endosser la responsabilité du crime.

Ils furent aidés, par Paris. Et plus exactement par François Mitterrand qui, jamais, ne voulut le reconnaître. Paris livra des armes, soutint le régime génocidaire, nia le crime. Les faits ne sont pas contestables. A sa manière, l'ancien Premier ministre Edouard Balladur en fit d'ailleurs l'aveu dans un courrier du 9 juin 1998 : « Il n'était pas question aux yeux de François Mitterrand de châtier les auteurs hutus du génocide. »

Pourquoi ce refus de « châtier » les auteurs du génocide ? Seize ans plus tard, la question reste posée. Pour y répondre, XXI s'est replongé dans le dossier. Les trois récits qui suivent apportent chacun des éléments de réponse et de compréhension. Ils sont à la hauteur de la question.

Jean-François Dupaquier a rencontré un militaire français qui, au Rwanda, a désobéi aux ordres. C'était sur la colline de Bisesero, l'un des Oradour-sur-Glane du pays...

Maria Malagardis est partie au Rwanda où elle s'est attachée aux pas de « Madame », la veuve du président rwandais assassiné qui, protégée en France, voulait « lancer des appels au meurtre ».

Jean-Pierre Perrin s'est lancé sur les traces de Paul Barril. L'ancien gendarme de l'Elysée, passé au service des extrémistes, était au cœur du génocide.